

Synthèse du Grand Débat National réalisé à Saint-Nazaire-le-Désert le 1/03/2019

Concernant les 9 communes de la Vallée de la Roanne (26340)

(Aucelon, Brette, Chalancon, Gumiane, Pennes-le-Sec, Pradelle, Rochefourchat, Volvent et Saint-Nazaire-le-Désert)

À noter : Public présent au GDN à SNLD : 36 personnes (35-87 ans env.), dont 13 élus, 1 responsable du Centre social de Die (Coraline), et une vingtaine d'habitants de plusieurs communes.

Fait à Pennes-le-Sec le 11/03/2019

I. LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

1) LES LOBBIES

- L'intérêt financier des sociétés privées prend le dessus sur l'intérêt général
- L'information sur les lobbies est déséquilibrée chez les élus

Propositions :

- De la transparence dans les échanges entre élus et lobbies
- Que l'intérêt général prenne une place plus importante dans les décisions
- Améliorer l'information « technique » des élus et des citoyens sur les sujets abordés

2) AUTONOMIE ÉNERGÉTIQUE ET ALIMENTAIRE

- Les lois et réglementations (normes) qui nous empêchent de mettre en place notre autonomie
- La privatisation des équipements publics
- La pression des lobbies financiers

Propositions :

- Relocaliser la production, pour : mieux connaître, mieux maîtriser, avoir confiance, reprendre le contrôle et le pouvoir sur nos vies, limiter le besoin en transports et déplacements
- Énergie : avoir sa propre centrale énergétique
- Alimentaire : savoir comment est produite notre alimentation (à toutes les échelles)
- Habitat : donner plus de sens aux choses (du sens qui ne parle pas que d'argent)
- Faire soi-même
- Se détacher du système ?
- Se détacher de l'intérêt collectif ?
- Ne pas continuer à se battre contre, mais construire (pour...)
- Reprendre le pouvoir sur nos vies
- Autonomie = indépendance = garder ouverture
- Autonomie pour faire des économies, pour limiter les besoins en transports

II. LA FISCALITÉ ET LES DÉPENSES PUBLIQUES

1) ISF / IFI

- Ce n'est pas avec ces impôts-là que l'on va résoudre les problèmes...
- Un héritage, des terrains qui deviennent constructibles, tout cela enlève (aux gens fortunés) du pouvoir d'achat...

PROPOSITIONS :

- Supprimer cet impôt, et par exemple créer des tranches supplémentaires, vers le haut comme vers le bas

2) IMPÔTS POUR TOUS

- Tout le monde ne paie pas d'impôts en France, alors que tout le monde profite / bénéficie des aides sociales et du système

- **PROPOSITIONS :**
- Contrôler l'évasion fiscale et la triche
- Plus de transparence sur l'utilisation des impôts
- Faire payer les entreprises étrangères leurs impôts en France, et non dans leur pays d'origine

III. LA DÉMOCRATIE ET LA CITOYENNETÉ

1) LE RÔLE D'UN PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

- Le rôle d'un Président de la République, et sa légitimité
- La définition de la démocratie
- Risque de Monarchie républicaine

2) DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE : ACTIVE / RECONNUE / AVEC UN SYSTÈME DE VOTATION

*** Pourquoi remettre en cause la représentativité des élus ?**

- Le manque et la perte de motivations citoyennes,
- La professionnalisation des élus,
- Les gens qui ne se reconnaissent plus dans leurs élus,
- Les élus des petites communes qui sont difficiles à trouver,
- Les gens ne votent plus...

> À l'heure actuelle, nous pouvons nous demander si la démocratie n'est pas un simulacre ?

PROPOSITIONS :

- Tirer au sort les élus de certaines communes ?
- Vers une nouvelle République ?
- Aller vers une démocratie et un pouvoir plus horizontaux
- Que les citoyens soient plus responsables (vote obligatoire ?)
- Peut-être redonner plus de pouvoir aux associations et aux syndicats ?
- Mettre en place plus de proportionnelle
- Que l'Assemblée nationale représente toutes les classes sociales

LA COMPÉTENCE DE DÉCISION ET D'ACTION SUR CE SUJET :

- Le gouvernement et les parlements, pour changer de constitution
- Une assemblée constituante (de citoyens)

IV. L'ORGANISATION DE L'ÉTAT ET DES SERVICES PUBLICS

1) SALAIRES, AVANTAGES ET RETRAITES DES (ACTUELS ET ANCIENS) GOUVERNANTS

- C'est une question de principe
- Cet argent pourrait servir ailleurs
- Manque de transparence

PROPOSITIONS :

- Arrêter les indemnités des anciens gouvernants
- « Dépoussiérer » le Sénat
- Lier le salaire des députés aux présences actives
- Ne pas cumuler les mandats
- Plus de transparence dans les indemnités perçues

LA COMPÉTENCE DE DÉCISION ET D'ACTION SUR CE SUJET :

Le gouvernement

2) LOIS ET RURALITÉ

*** Comment mieux adapter les réformes et les lois au monde rural ? Problèmes :**

- Eau et assainissement (comment mettre en place l'alimentation en eau et l'assainissement dans nos

petites communes)

- Déserts médicaux (par exemple : peu d'infirmières et de médecins dans nos villages)
- Restrictions budgétaires pour l'entretien des routes (éboulements, verglas, neige, etc.)
- Permis de construire avec la Loi Montagne
- Petit effectif scolaire qui doit être pris en compte (possibilité de garderie)
- Problèmes insolubles pour des histoires politiques (blocages par certains politiques)

> En conclusion, les décisions sont prises en hauts lieux et non adaptées aux zones rurales...

PROPOSITIONS :

- Adapter la législation en vigueur à la ruralité
- Donner plus de pouvoir aux Conseils départementaux
- Donner plus de moyens aux Communautés de communes

LA COMPÉTENCE DE DÉCISION ET D'ACTION SUR CE SUJET :

Le Conseil départemental, qui doit être plus appliqué, et les décisionnaires

V. SUJETS LIBRES

1) LE LOUP

- Préserver nos zones pastorales et notre élevage extensif
- Doit-on exterminer le loup en montagne ?
- Quel est l'organisme qui a introduit les loups ? Ou favorisé...
- Pour quelles raisons le loup a-t-il été réintroduit ?
- Quels statuts pour les loups hybrides ? (Application de la Convention de Berne ?)
- Coût financier de la protection du loup ?
- Quel est l'intérêt du loup dans nos montagnes ?

PROPOSITIONS :

- Extermination des loups dans certaines régions, ou parcage en haute montagne
- Faire payer les dégâts du loup aux associations de protection et à leurs adhérents, à l'instar des chasseurs qui le font déjà pour les dégâts du gibier sur les cultures

2) LES RETRAITES

- Augmentation des retraites
- Comment vivre avec 700 e/mois, ou avec une retraite agricole de 450 e/mois, après une vie de travail ?
- Âge de la retraite à 60 ans ?

PROPOSITIONS :

- Plafonner les grosses retraites (à 10 000 e max.)
- Ne plus diminuer les retraites (CSG) mais les indexer sur le niveau de vie
- Établir un minimum retraite (comme le SMIC), mais inégalités car une personne qui a travaillé gagnerait autant que celle qui n'a pas travaillé (cotisé)
- Harmoniser les retraites pour diminuer les privilèges et réduire l'écart par le haut
- Ralentir ou stopper le fait d'augmenter l'âge de la retraite

3) LES 80 KM/H

- Certaines routes sans danger sont réduites à 80 km/h

PROPOSITIONS :

- Retour à 90 km/h sur la majorité des routes
- Imposer les 80 km/h sur certaines routes, au cas par cas, en concertation avec les services de l'État, les usagers et les responsables locaux
- Et les voitures sans permis, qui pourraient rouler à 70 km/h, est-ce un danger ?

**Archives photos de la synthèse du Grand Débat National
réalisé à Saint-Nazaire-le-Désert le 1/03/2019**
(Crédits photos : KRN)



Intro : Discours de bienvenue et déroulement de la soirée...



« La transition écologique »



« La fiscalité et les dépenses publiques »



« La démocratie et la citoyenneté »



« L'organisation de l'État et des services publics »



« Sujets libres »



Échanges et discussions de clôture



Pot convivial de clôture avec dégustation de produits locaux

Crédits photos : KRN

Archives / Fiches remplies à Saint-Nazaire-le-Désert le 1/03/2019
Voir la pièce jointe reçue le 15/03/19 par mél...

Aucelon - Brette - Chalancon - Gumiane - Pennes le Sec
Pradelle - Rochefourchat - Volvent
Saint Nazaire le Désert

Le débat s'invite dans la vallée de la Roanne

Accompagné par



**Venez exprimer vos préoccupations
et proposer des solutions**

**Vendredi 1er mars 2019 à 17h30
Salle des fêtes de Saint Nazaire le Désert**

Possibilité de garde d'enfants
et

Pot convivial pour conclure vers 20h30

Pour tout renseignement et/ou pour télécharger
les questionnaires: www.legranddebat.fr
ou votre Mairie

(des questionnaires seront disponibles le 1er mars)